7 juillet 1971

Cour de cassation

Pourvoi n° 70-40.514

Chambre sociale

Publié au Bulletin

Titres et sommaires

1) CONTRAT DE TRAVAIL - congédiement - indemnités - délai - conge - faute du salarié - gravité - absence - absence sans autorisation - contrat de travail - conditions - travail du salarié pendant le délai - salarié dans l'incapacité de travailler - maladie du salarié - salaire - cause - travail du salarié - 2) contrat de travail - heures supplémentaires - employeur soutenant que le salarié s'est fait attribuer des heures de travail effectuées par son épouse employée dans la même entreprise - allocation de salaire unique - fraude - bulletin de salaire - indications inexactes - époux employés dans la même entreprise - heures de travail effectuées par la femme - bulletins de salaire établis au nom du mari afin que ceux de la femme ne comportent qu'un salaire minime - portée - preuve

AYANT RELEVÉ QU'UN EMPLOYÉ AVAIT EU UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION APRÈS S'ÊTRE ABSENTÉ SANS AUTORISATION ET NE S'ÉTAIT REPRÉSENTÉ À L'ENTREPRISE QUE PLUS DE SIX MOIS APRÈS, QU'IL FUT ALORS LICENCIÉ À CE MOMENT-LÀ PAR UNE LETTRE QUI LUI RAPPELAIT UN AVERTISSEMENT ANTERIEUR POUR ABSENCES INJUSTIFIÉES ET RÉPÉTÉES, QU'IL AVAIT ÊTÉ DÉCLARÉ APTE À REPRENDRE SON TRAVAIL MAIS SEULEMENT À UN POSTE À MI-TEMPS QUE LA SOCIÉTÉ NE PUT LUI OFFRIR FAUTE D'EN DISPOSER, LES JUGES DU FOND N'ONT PAS TIRÉ DE LEURS CONSTATATIONS LES CONSÉQUENCES JURIDIQUES QUI S'IMPOSAIENT EN CONDAMNANT L'EMPLOYEUR À VERSER À L'INTÉRESSÉ UNE INDEMNITÉ COMPENSATRICE DE PRÉAVIS ALORS QUE CE DERNIER AVAIT COMMIS UNE FAUTE GRAVE EN S'ABSENTANT DE NOUVEAU SANS AUTORISATION ET AURAIT ÊTÉ INCAPABLE D'EXÉCUTER NORMALEMENT SON TRAVAIL PENDANT LE PRÉAVIS LÉGAL.

Texte de la décision

SUR LE PREMIER MOYEN : VU L'ARTICLE 23, LIVRE 1ER DU CODE DU TRAVAIL ;

ATTENDU QUE SELON CE TEXTE, SI L'EMPLOYEUR QUI RÉSILIE UN CONTRAT DE TRAVAIL FAIT SANS DÉTERMINATION DE DURÉE EST TENU DE VERSER AU SALARIÉ UNE INDEMNITÉ COMPENSATRICE DE DÉLAI-CONGE, C'EST À LA CONDITION QUE CELUI-CI NE SE SOIT PAS RENDU COUPABLE D'UNE FAUTE GRAVE ET N'AIT PAS ÊTÉ DANS L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTER LE PRÉAVIS ;

ATTENDU QUE POUR CONDAMNER LA SOCIÉTÉ BERNY À VERSER À SCIANNA, OUVRIER TISSEUR À SON SERVICE DE 1963 AU 13 DÉCEMBRE 1965, UNE INDEMNITÉ COMPENSATRICE DE PRÉAVIS, L'ARRÊT ATTAQUÉ SE BORNE À RELEVÉR QUE LA SOCIÉTÉ AVAIT ÊTÉ AVISÉE DE L'ACCIDENT DE LA CIRCULATION DONT SCIANNA AVAIT ÊTÉ VICTIME LE 13 MAI 1965 ET QU'ELLE AVAIT ATTENDU SEPT MOIS POUR INVOQUER DES ABSENCES IRRÉGULIÈRES, CE QUI INDIQUAIT LE PEU DE

GRAVITE DESDITES ABSENCES ;

QU'EN STATUANT AINSI, TOUT EN RELEVANT PAR AILLEURS QUE SCIANNA S'ETAIT ABSENTE SANS AUTORISATION LE 13 MAI 1965 POUR ALLER SOLLICITER UN EMPLOI DANS UNE AUTRE SOCIETE ET NE S'ETAIT PAS REPRESENTE A L'ENTREPRISE BERNY AVANT D'ETRE LICENCIE PAR LETTRE DU 18 NOVEMBRE 1965 LUI RAPPELANT UN AVERTISSEMENT DU 3 AVRIL 1965 POUR ABSENCES INJUSTIFIEES ET REPETEES, QU'IL AVAIT ETE DECLARE APTE A REPENDRE SON TRAVAIL MAIS SEULEMENT A UN POSTE A MI-TEMPS QUE LA SOCIETE NE PUT LUI OFFRIR FAUTE D'EN DISPOSER, ET ALORS QU'IL RESULTAIT DE CES ELEMENTS QUE SCIANNA QUI AVAIT COMMIS UNE FAUTE GRAVE EN S'ABSENTANT DE NOUVEAU SANS AUTORISATION LE 13 MAI 1965 AURAIT ETE INCAPABLE D'EXECUTER NORMALEMENT SON TRAVAIL PENDANT LE PREAVIS LEGAL, LA COUR D'APPEL N'A PAS TIRE DE SES COTISATIONS LES CONSEQUENCES JURIDIQUES QUI S'IMPOSAIENT SUR LA DEMANDE D'INDEMNITE COMPENSATRICE DE PREAVIS ;

ET, SUR LE SECOND MOYEN : VU L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 20 AVRIL 1810 ;

ATTENDU QUE POUR DECIDER QUE SCIANNA AVAIT DROIT AU PAYEMENT D'HEURES SUPPLEMENTAIRES, L'ARRET ATTAQUE SE BORNE A RELEVER QUE DEUX FICHES DE SALAIRES AVAIENT ETE ETABLIES A SON NOM POUR LES MEMES PERIODES, L'UNE EN QUALITE DE TISSEUR, L'AUTRE EN QUALITE DE CANETEUR, ET QUE SES HEURES EFFECTUEES EN QUALITE DE TISSEUR NE CORRESPONDAIENT PAS AVEC L'HORAIRE DE SON EPOUSE, LAQUELLE AVAIT EXECUTE EN MAI 1965 LE MEME NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL QUE LES MOIS PRECEDENTS ;

QU'EN STATUANT AINSI, SANS REpondre AUX CONCLUSIONS DE LA SOCIETE QUI S'APPUYAIT SUR L'EXPERTISE ET SOUTENAIT QUE SCIANNA, AGISSANT AVEC LA COMPLICITÉ D'UN EMPLOYE DE LA COMPTABILITE, AVAIT IMAGINE DE SE FAIRE ATTRIBUER DES HEURES DE TRAVAIL DE CANETAGE EFFECTUEES PAR SON EPOUSE, EGALEMENT EMPLOYEE PAR LA SOCIETE AFIN QUE LA FICHE DE PAIE DE CELLE-CI NE COMPORTE QU'UN SALAIRE MINIME ET LUI PERMETTE DE PERCEVOIR L'ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE, LA COUR D'APPEL N'A PAS LEGALEMENT JUSTIFIE SA DECISION ;

PAR CES MOTIFS : CASSE ET ANNULE L'ARRET RENDU ENTRE LES PARTIES LE 24 FEVRIER 1970, PAR LA COUR D'APPEL DE GRENOBLE ;

REMET EN CONSEQUENCE, LA CAUSE ET LES PARTIES AU MEME ET SEMBLABLE ETAT OU ELLES ETAIENT AVANT LEDIT ARRET, ET, POUR ETRE FAIT DROIT, LES RENVOIE DEVANT LA COUR D'APPEL DE LYON.

Décision attaquée

Cour d'appel grenoble 1970-02-24
24 février 1970

Textes appliqués

Code du travail 1023

LOI 1810-04-20 ART. 7

Rapprochements de jurisprudence

Cour de Cassation (Chambre sociale) 1970-05-05 Bulletin 1970 V N.302 P.246
(CASSATION) ET LES ARRETS CITES

Cour de Cassation (Chambre sociale) 1970-10-08 Bulletin 1970 V N.514 (2) P.419 (REJET)